

Somain : défense de la gare de triage, acte II

Après avoir été en pointe de la résistance à la casse du fret, les cheminots de Somain en appellent au nouveau pouvoir socialiste. Un rassemblement est organisé le 29 septembre.

« Nous avons participé au changement, en faisant battre la droite, maintenant on veut des actes. En effet, malgré les effets d'annonce, le changement se fait encore attendre : les dirigeants de la SNCF sont restés, comme les méthodes et les objectifs ». Voilà comment David Rotolo, secrétaire général du syndicat CGT des cheminots de Somain, résume l'esprit du rassemblement du samedi 29 septembre, à Somain (1). Syndicalistes, élus, usagers ou simples citoyens sont invités à y prendre part. Au-delà de la défense du fret et de la gare de triage de Somain, il s'agit d'être force de proposition. Le fret représente beaucoup pour Somain et ses environs. En témoigne l'accueil des usagers et simples citoyens, que ce soit lors des distributions de tracts, mais aussi lors des rassemblements.

Du simple « bon sens »

Et pour cause, au-delà des emplois directs concernés (lire l'encadré), les Somainois demandent que soit ouvert un débat public sur le service public du fret. L'intersyndicale CGT-Sud Rail appelle donc les élus nationaux et régionaux à s'engager, tandis que le maire de Somain, Jean-Claude Quennesson, parle de « bon sens ». Pour lui, la SNCF n'est pas une entreprise comme les autres, mais « un acteur du développement économique, humain et écologique. En



Les cheminots avaient déjà manifesté, pour la défense du triage de Somain, en septembre 2009 à Somain, puis en février 2010 (notre photo) à Valenciennes. (photos archives Liberté)

effet, l'arrêt des investissements dans le fret signifie la remise sur les routes de deux millions de camions. Le train doit donc poursuivre l'objectif des autoroutes du rail, tout en étant un service de proximité ». Dans une région où le maillage ferroviaire est dense, avec 80% du réseau électrifié,

il s'agit d'un véritable enjeu de société qui est en lien direct avec les politiques de développement industriel. Jean-Jacques Candelier, député communiste du Douaisis, présentera d'ailleurs un projet de loi sur le fret (lire ci-contre). Pour David Rotolo, l'argument de la

crise économique n'est pas recevable : « La crise ne va pas durer toujours, mais les choix de démantèlement et de casse d'un savoir-faire perdureront, eux. Nous demandons audience au ministre, il faut stopper l'hémorragie dans le fret : aujourd'hui, dans l'état actuel des équipements,

nous ne serions déjà plus capable de faire face à une augmentation du trafic et la SNCF veut encore réduire les postes ».

Des choix pour quelle stratégie ?

Pour l'instant, personne ne parle de fermeture du triage de Somain. La SNCF se croit tout de même obligée de démentir sa disparition par un communiqué. Mais pour qu'il fonctionne correctement, il faut des moyens et des ambitions stratégiques. Brice Denis (CGT cheminots), qui travaille dans les infrastructures, s'inquiète : « En réalité, des travaux de modernisation de certaines voies sont en cours. La SNCF investit, mais comment et pour qui ? » Le syndicaliste évoque les aiguillages desservant certaines entreprises industrielles définitivement supprimés : « En supprimant ces voies, on interdit toute reprise du fret sur ces lignes. » Willy Dans (Sud-Rail) évoque de son côté les dérives d'une gestion du personnel et du matériel basée sur la précarité : « La gestion par activité est une catastrophe, elle génère des tensions et de l'inefficacité, tout en entraînant des risques psychosociaux importants pour les cheminots et leur famille. »

Amaury LEBRETON

1) Rendez-vous à partir de 11h30 devant la mairie. Prises de parole à 13h30.

Nouvelles suppressions de poste en vue ?

Lors de la réunion de CHSCT (Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) qui s'est tenu vendredi 21 septembre, la direction de la SNCF a avancé son projet de nouvelles suppressions de postes à la gare de triage de Somain. Le débat avec la direction a été « franchement houleux » d'après David Rotolo, des cheminots CGT. « Ils s'attendaient à ce qu'on se laisse faire et qu'on vote le texte en l'état », poursuit-il. Au début de la réunion, la direction évoquait quatorze suppressions, puis deux en fin de réunion. Mais l'opposition à de nouvelles réductions d'effectifs a été claire et entendue, apparemment, par la direction, qui a décidé de revoir sa copie et de convoquer un prochain CHSCT, pour le 2 octobre, la direction ayant pris acte de la détermination face à elle, en particulier de la CGT et de Sud-Rail. Malgré cette reculade, les annonces des dirigeants laissent peu d'espoir

pour le fret. D'un côté, les cheminots demandent des créations de postes, de l'autre, la direction veut des suppressions, et ce, dans tous les secteurs.

Une mobilisation sous surveillance

Fret, TER, trains « intercity » : à terme, tous les sillons sont concernés par la politique de compression des coûts. Et quand 40.000 embauches sont annoncées au niveau national par la SNCF, David Rotolo interroge : « Ces postes ne sont pas des postes de cheminots, mais des contrats de droit privé, donc précaires. Que veut la SNCF ? » Le même dénonce régulièrement la politique de précarisation, que ce soit sur les matériels, les personnels ou leurs

Le triage de Somain compte 120 salariés. Ils étaient 400 il y a quelques années.

(photo archives Liberté)

conditions de travail. Le nouveau calendrier fixé au CHSCT à la particularité de faire tomber la prochaine réunion juste après le grand rassemblement du 29 septembre à Somain (lire ci-dessus). Une raison de plus pour les Somainois de manifester leur

attachement à la gare de triage, lors de ce rassemblement. L'importance de la mobilisation sera aussi observée par la direction de la SNCF. Elle sera un élément qui pèsera dans les négociations à venir sur l'emploi.

Am.L.



Une loi pour le fret

Le député communiste du Nord, Jean-Jacques Candelier, présentera prochainement à l'Assemblée nationale un projet de loi intitulé « relance du secteur public ferroviaire pour le droit à la mobilité et la transition écologique ». Ce texte, présenté aux syndicats Sud-Rail et CGT cheminots pour consultation, est majoritairement en accord avec leurs positions et s'inscrit dans la continuité du mouvement social.

La CFDT veut négocier

Bien que n'étant pas membre de l'intersyndicale citée ci-contre, la CFDT cheminots appelle elle aussi à une réorganisation ambitieuse du fret en région Nord/Pas-de-Calais, pointant dix ans de casse de ce service public. Fabian Tosolini, responsable du syndicat, évoque un besoin de concertation entre la direction et les syndicats, pour l'ensemble du réseau, et notamment Dunkerque.

Le sort du triage de Somain résonne dans le Dunkerquois

Elus et syndicalistes se sont succédé à la tribune, le 29 septembre à Somain, devant une centaine de cheminots, militants et habitants pour le maintien de la gare de triage de Somain et pour le développement du transport ferroviaire de marchandises par le secteur public. Fret SNCF ira « *droit dans le butoir* », estime David Rotolo (cheminots CGT), si l'entreprise poursuit la séparation de ses activités. « *Nous demandons un vrai service public du transport ferroviaire et le maintien des sites en voie de fermeture* », ajoute Willy Dans (Sud-Rail), appuyé par les communistes Jean-Jacques Quenesson, maire de Somain, et Jean-Jacques Candelier, député, seuls élus présents ce samedi. « *C'est vrai que nous ne sommes plus en campagne électorale* », ironise ce dernier.

Ludovic Lesage (cheminots CGT) et Christelle Veignie, de l'Union locale CGT de Dunkerque, ont fait le déplacement depuis la côte. La situation du site de Somain a valeur d'exemple pour les cheminots et industriels du Dunkerquois. « *Des clients souhaitent*

revenir au public, à Fret SNCF, qui les renvoie vers le privé, avec VFLI [filiale de la SNCF - NDLR] », explique Ludovic Lesage, qui s'inquiète aussi pour le triage de Grande-Synthe.

Venu de Normandie, Pierre Ménard, du Collectif pour la sauvegarde du triage de Soteville-les-Rouen, regrette que le manque d'implication des élus, là-bas, entraîne le site vers sa disparition. « *Ce qui se passe à Somain est exemplaire* », dit celui qui est aussi le secrétaire de Convergence Nationale Rail (CNR). C'est aussi ce que soulignent des cheminots d'ailleurs (Hourcade, près de Pau, Gevrey, près de Dijon, Miramas, près de Marseille ou les cheminots

belges de la CGSP), dont les messages de soutien ont été lus à la tribune par Patrick Delfosse, président de CNR et ancien responsable de la CGT Cheminots dans la région. « *Vous n'êtes pas seuls* », a-t-il lancé. D'autres initiatives sont prévues avant la réforme annoncée de Fret SNCF.

MH

- Une pétition pour la reconstruction d'un service public de transport ferroviaire est lancée par Convergence nationale rail (CNR). Elle peut être signée sur : http://www.petitions24.net/pour_un_service_public_ferroviaire_de_qualite ou via www.convergence-nationale-rail.fr

Elus, syndicalistes et habitants de Somain se sont rappelés au bon souvenir du gouvernement, le 29 septembre.

(Photo Liberté)

